



Assemblée générale

Distr. générale
23 octobre 2000
Français
Original: anglais/français

Cinquante-cinquième session

Cinquième Commission

Point 17 g) de l'ordre du jour

Nominations aux sièges devenus vacants

dans les organes subsidiaires et autres nominations

Nomination de membres de la Commission de la fonction publique internationale

Note du Secrétaire général

1. Comme il est indiqué dans le document A/55/107 du 28 juin 2000, l'Assemblée générale devra, durant la session en cours, nommer cinq personnes afin de pourvoir les sièges devenus vacants à la Commission de la fonction publique internationale à la date du 1er janvier 2001.

2. Les membres de la Commission dont le mandat expire le 31 décembre 2000, sont :

Mme Corazon Alma G. de Leon (Philippines)
M. Alexei L. Fedotov (Fédération de Russie)
M. Humayun Kabir (Bangladesh)
M. Ernest Rusita (Ouganda)
M. El Hassane Zahid (Maroc)

Les membres qui seront nommés devront donc être ressortissants de pays situés dans les régions suivantes :

Afrique : deux membres;
Asie : deux membres;
Europe orientale : un membre.

3. Les États Membres ont présenté les candidatures ci-après :

a) Pour le groupe des États d'Afrique (deux sièges vacants) :
M. Ernest Rusita (Ouganda);
M. El Hassane Zahid (Maroc);

- b) Pour le groupe des États d'Asie (deux sièges vacants) :
 - Mme Corazon Alma G. de Leon (Philippines);
 - M. Asda Jayanama (Thaïlande);
 - M. C. M. Shafi Sami (Bangladesh);
- c) Pour le groupe des États d'Europe orientale (un siège vacant) :
 - M. Alexei L. Fedotov (Fédération de Russie).

4. La nomination des membres de la Commission est régie par les dispositions des articles 3, 4 et 5 du statut de la Commission. En application de ces dispositions, et conformément aux paragraphes 3 et 4 de la partie II de la résolution 43/226 de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1988, le Secrétaire général a engagé des consultations avec les États Membres, par l'intermédiaire des présidents des différents groupes régionaux, avec les chefs de secrétariat des autres organisations, avec les représentants du personnel, par l'intermédiaire de la Fédération des associations de fonctionnaires internationaux et du Comité de coordination des syndicats et associations internationaux du personnel des Nations Unies ainsi qu'avec le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires.

5. S'agissant des consultations avec les États Membres, M. Alexei L. Fedotov a été soutenu par le groupe des États d'Europe orientale.

6. Le Secrétaire général soumet donc à la Cinquième Commission, pour examen, la liste des candidatures à la Commission de la fonction publique internationale qui ont été proposées pour un mandat de quatre ans commençant le 1er janvier 2001 :

- Mme Corazon Alma G. de Leon (Philippines)
- M. Alexei L. Fedotov (Fédération de Russie)
- M. Asda Jayanama (Thaïlande)
- M. Ernest Rusita (Ouganda)
- M. C. M. Shafi Sami (Bangladesh)
- M. El Hassane Zahid (Maroc)

7. On trouvera ci-après les curriculum vitae des candidats.

Corazon Alma G. de Leon (Philippines)

La carrière dans la fonction publique, depuis 33 ans, de Corazon Alma G. de Leon illustre parfaitement le principe du mérite et de la compétence.

Administratrice de première classe, Mme de Leon a débuté en 1966 au Département de la protection sociale et du développement en tant que responsable du bien-être des communautés. Vingt-sept ans plus tard, en septembre 1993, elle est devenue secrétaire du Département après avoir régulièrement gravi les échelons, de spécialiste des services sociaux à directrice adjointe par intérim de bureau, directrice régionale, secrétaire adjointe et sous-secrétaire.

La carrière de Mme de Leon au Département de la protection sociale et du développement a pris fin lorsque le Président Fidel V. Ramos l'a nommée Présidente de la Commission de la fonction publique, l'une des commissions constitutionnelles indépendantes mises en place par le Gouvernement philippin. En cette qualité, et en tant que présidente de droit du Conseil des services administratifs, Mme de Leon est responsable de l'ensemble du système de gestion du personnel, soit quelque 1,3 million de fonctionnaires civils.

En tant que Présidente de la Commission de la fonction publique, elle n'a cessé de s'employer à renforcer le professionnalisme des fonctionnaires de tous niveaux et à donner une dimension humaniste des plus nécessaires à la politique de gestion du personnel afin de s'assurer du bon fonctionnement de la bureaucratie.

Les compétences et l'expérience de Mme de Leon pour ce qui est des relations avec les individus et les organisations sont largement reconnues, aussi bien dans son pays qu'à l'étranger. Peu après avoir pris ses fonctions de Présidente de la Commission de la fonction publique, elle a été élue membre de la prestigieuse Commission de la fonction publique internationale des Nations Unies pour un mandat venant à expiration en 2000. Ce type d'honneur ne lui est toutefois pas étranger car elle a déjà dirigé des délégations de son pays dans diverses conférences internationales sur les services sociaux et le développement social, l'administration publique, la population, la santé et la protection sociale, l'égalité entre les sexes et la gestion des catastrophes.

La carrière de Mme de Leon est le fruit d'une éducation multidisciplinaire. Après avoir obtenu une licence en travail social à l'Université des Philippines, elle a pu, grâce à une bourse de la Fondation Reine Isabelle, obtenir une maîtrise dans le même domaine à l'Université catholique d'Amérique, à Washington. Pour compléter ses études sur le travail social, elle a obtenu, grâce à une bourse que lui ont accordée l'Agency for International Development des États-Unis et l'Agence nationale pour l'économie et le développement de son pays, une maîtrise en santé publique à l'Université de Pittsburgh, en Pennsylvanie. Elle s'efforce actuellement de terminer un doctorat d'administration publique à l'Université des Philippines.

Outre ses fonctions au sein du Gouvernement, Mme de Leon mène également un certain nombre d'activités bénévoles. Elle est notamment Présidente du Comité chargé d'examiner les demandes d'admission des scouts philippins et de la Fondation pour le développement de Parañaque. Elle est en outre Présidente de la Fondation philippine des services sociaux internationaux et de l'Association philippine des participants à l'assistance technique (PATAP) et membre du Conseil de

l'Association mondiale de réadaptation psychosociale et du Conseil d'administration de l'Académie philippine pour le développement.

Mme de Leon a récemment obtenu le titre d'Ancienne élève la plus distinguée de l'Université des Philippines pour 2000.

Alexei L. Fedotov (Fédération de Russie)

Date et lieu de naissance : 29 juin 1949, Moscou
 Études universitaires : Institut d'État des relations internationales, Moscou
 Langues : Russe (langue maternelle), anglais, cinghalais
 Rang diplomatique : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire
 Poste actuel : Vice-Ministre des affaires étrangères, Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Expérience professionnelle

1972-1974 Attaché à l'Ambassade de l'Union des Républiques socialistes soviétiques à Sri Lanka
 1974-1978 Attaché à la Division de l'Asie du Sud du Ministère des affaires étrangères de l'URSS, à Moscou
 1978-1983 Troisième, Deuxième et Premier Secrétaire au Secrétariat du Vice-Ministre et Assistant du Vice-Ministre au Ministère des affaires étrangères de l'URSS
 1983-1985 Conseiller, chef de mission adjoint à l'ambassade d'URSS à Singapour
 1985-1986 Conseiller, chef de section à la Division de l'Asie du Sud-Est, du Ministère des affaires étrangères de l'URSS
 1986-1992 Directeur adjoint au Secrétariat général du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
 1992-1996 Directeur adjoint, Secrétaire exécutif adjoint au Secrétariat exécutif du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
 1996-2000 Directeur du Département du personnel et membre du Conseil du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
 Depuis juillet 2000 Vice-Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Autres activités pertinentes

Participation à un certain nombre de conférences et réunions nationales et internationales sur des questions relevant de la fonction publique fédérale et internationale.

Membre de la Commission de la fonction publique internationale (depuis novembre 1997).

Asda Jayanama (Thaïlande)

L'Ambassadeur Asda Jayanama a été nommé Représentant permanent de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies et a présenté ses lettres de créance au Secrétaire général le 14 février 1996. Il est alors devenu Co-Vice-Président du Groupe de travail à composition non limitée sur la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que d'autres questions relatives au Conseil de sécurité de 1996 à 1998, avant de donner sa démission. Il a participé au cours de la même période aux travaux du Groupe de travail du Mouvement des pays non alignés sur les opérations de maintien de la paix au moment où la Mission de la Thaïlande à New York le présidait. En janvier 1999, il a été élu Président du Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population. Il a également été Vice-Président de la cinquante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. Il a par ailleurs été membre du Conseil du FEM représentant le Groupe 7 jusqu'au 15 septembre 2000. Élu le vendredi 25 février 2000, il est actuellement membre du Bureau et Coprésident du Comité préparatoire de la réunion internationale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement à l'échelon intergouvernemental.

Avant d'être nommé Représentant permanent auprès de l'Organisation des Nations Unies, il a été, entre 1993 et 1995, Directeur général du Département des organisations internationales au Ministère thaïlandais des affaires étrangères, où il a joué un rôle important dans la gestion du Ministère, notamment en tant que membre élu du Comité de la fonction publique dudit Ministère. En sa qualité de Directeur général du Département des organisations internationales, il a également été le Représentant permanent officiel de la Thaïlande auprès de la CESAP.

L'Ambassadeur Jayanama a commencé sa carrière diplomatique en 1966 et a été Ambassadeur de Thaïlande en Nouvelle-Zélande (1990-1993), à Singapour (1986-1990) et au Viet Nam (1984-1986). Il a également été représentant adjoint de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) lorsqu'il était en poste à l'ambassade royale de Thaïlande à Paris en tant que Ministre, de 1981 à 1984. De 1976 à 1979, alors qu'il était en poste à l'ambassade royale de Thaïlande à Vienne, il a été représentant suppléant de la Thaïlande auprès de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) et de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il a également été Rapporteur au Conseil d'administration de l'ONUDI en 1978 et Chargé d'affaires pour l'Autriche en 1979. Son premier poste à l'étranger a été à l'ambassade royale de Thaïlande à Yangon de 1969 à 1973.

Entre ses différentes affectations à l'étranger, l'Ambassadeur Jayanama a occupé les postes ci-après au Ministère des affaires étrangères : Directeur de la Division de l'Asie du Sud-Est, Département politique (1979-1981); Chef de la Division de l'Afrique et du monde arabe, Département politique (1979); Chef de la Division des affaires internationales de développement, Département des organisations internationales (1974-1976); et Chef de section de la Division économique internationale, Département de l'économie.

L'Ambassadeur Jayanama a reçu un certain nombre de décorations thaïlandaises et étrangères pour sa carrière diplomatique.

L'Ambassadeur Jayanama est diplômé de l'Université de Californie à Los Angeles. Il y a obtenu une licence en économie en 1964 et une maîtrise en économie internationale en 1965.

L'Ambassadeur Jayanama est né le 17 septembre 1941.

Ernest Rusita (Ouganda)

Né en 1939 à Mbarara (Ouganda)

Titres

Bachelor of Laws (LL.B), avec mention, Université de Makerere (Ouganda)

Diplôme de troisième cycle autorisant à exercer la profession juridique (Dip. LP.),
Law Development Centre (Ouganda)

Certificat d'administration publique, Carleton University (Canada)

Carrière dans la fonction publique ougandaise

1962-1964	Fonctionnaire d'administration, présidence de la République
1964-1968	Fonctionnaire d'administration principal, présidence de la République
1969-1972	Conseiller/Chef de la chancellerie, Mission de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies, New York
1972-1976	Sous-Secrétaire, Département de l'administration et des finances, Ministère des affaires étrangères, siège
1976-1979	Directeur, Département des affaires juridiques et économiques, Ministère des affaires étrangères
1979-1982	Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire en Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS)
1982-1986	En congé de la fonction publique
1986-1987	Haut Commissaire auprès de la Cour de St. James, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
1988-1989	Secrétaire permanent, Ministère des affaires étrangères
1989-1991	Secrétaire permanent chargé de la politique générale, Ministère des affaires étrangères
Depuis 1991	Secrétaire permanent, présidence de la République

Participation à de grandes conférences et réunions

Organisation des Nations Unies

Assemblée générale

Vingt-quatrième session : chef de délégation, Cinquième Commission

Vingt-sixième session : chef de délégation, Cinquième Commission, et Conseiller principal pour les questions intéressant la Quatrième Commission

Vingt-septième session : représentant, Cinquième et Quatrième Commissions

Trente et unième et trente-deuxième sessions : chef de délégation, Sixième Commission, et Conseiller spécial pour les questions financières et budgétaires

Quarante-troisième, quarante-quatrième et quarante-cinquième sessions : chef de délégation suppléant

Droit de la mer

1976-1979 Chef de délégation suppléant aux sessions de la troisième Conférence des Nations Unies sur le droit de la mer

Comité consultatif juridique afro-asiatique

1976-1977 Représentant principal

1978-1979 Chef de délégation

Zone d'échanges préférentiels pour les États de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe (ZEP)

1987-1991 Membre de la délégation, sommets des chefs d'État et de gouvernement de la ZEP

Membre de la délégation au Conseil des ministres de la ZEP

Chef de délégation, Commission intergouvernementale d'experts des questions juridiques et économiques de la ZEP

Commonwealth

1986-1990 Membre de la délégation, sommets des chefs d'État et de gouvernement

Chef de délégation adjoint, représentant aux comités d'experts (questions juridiques, économiques et politiques)

Organisation de l'unité africaine (OUA)

1970 Membre de la délégation, septième Conférence au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA

1988-1991 Membre de la délégation, vingt-cinquième, vingt-sixième, vingt-septième et vingt-huitième conférences au sommet des chefs d'État et de gouvernement de l'OUA

Représentant, sessions du Conseil des ministres de l'OUA

1990-1991 Président du Comité plénier d'experts chargé de rédiger le Traité portant création de la Communauté économique africaine

C. M. Shafi Sami (Bangladesh)

Poste actuel

Ministre des affaires étrangères du Bangladesh

Diplômes

Maîtrise de physique avec mention très bien, Université de Dhaka, 1963

Licence de physique avec mention très bien, Université de Dhaka, 1962

[Vice-Président de l'association des étudiants du Salimullah Muslim Hall, Université de Dhaka, 1962-1963]

Carrière

- | | |
|-------------|---|
| Depuis 1999 | Ministre des affaires étrangères |
| 1995-1999 | Haut Commissaire en Inde |
| 1994-1995 | Représentant permanent auprès de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI)
Ambassadeur en Arabie saoudite |
| 1991-1993 | Ambassadeur en Chine |
| 1987-1991 | Haut Commissaire au Pakistan |
| 1982-1987 | Membre de la Commission mixte chargée de la gestion des fleuves du Bangladesh et de l'Inde |
| 1985 | Secrétaire général adjoint, premier Sommet de la SAARC, Dhaka
Coordonnateur principal, premier Sommet de la SAARC, Dhaka |
| 1982-1987 | Directeur général chargé de l'Asie du Sud et de la SAARC |
| 1978-1982 | Conseiller, ambassade du Bangladesh au Caire |
| 1975-1978 | Représentant permanent adjoint auprès de l'UNESCO
Premier Secrétaire, ambassade du Bangladesh à Paris (chargé d'affaires, 1976-1977) |
| 1973-1975 | Directeur du Département des affaires économiques multilatérales, Ministère des affaires étrangères |
| 1972-1973 | Directeur du Cabinet du Ministre des affaires étrangères (Chef de cabinet) |
| 1971 | Commissaire adjoint suppléant, Khulna
Président du Fonds pour l'amélioration des Hazara Hills |
| 1969-1971 | Commissaire adjoint, Abbottabad |
| 1968-1969 | Administrateur subdivisionnaire, Munshigani, Dhaka |
| 1967-1968 | Commissaire adjoint, Rangpur |

1966-1967	Formation à l'Académie de la fonction publique de Lahore (Pakistan)
1966	Début dans la fonction publique pakistanaise

Réalisations

En tant que Ministre des affaires étrangères, a joué un rôle crucial dans l'élection du Bangladesh au Conseil de sécurité de l'ONU pour la période 2000-2001.

A dirigé la délégation du Bangladesh à la Conférence d'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en mai 2000.

A dirigé la délégation du Bangladesh à la cinquante-sixième session de la Commission des droits de l'homme (avril 2000).

A participé aux cinquante-quatrième et cinquante-cinquième sessions de l'Assemblée générale, en 1999 et 2000, en tant que chef de délégation suppléant du Bangladesh.

En tant que Directeur général chargé de l'Asie du Sud, traitait les relations politiques et économiques bilatérales avec l'Inde, le Pakistan, Sri Lanka, le Népal, le Bhoutan et les Maldives. A participé aux négociations portant sur le mémorandum d'accord concernant le partage des ressources en eau entre le Bangladesh et l'Inde. A participé à de nombreuses négociations bilatérales entre le Bangladesh et les pays susmentionnés.

En tant que Directeur général de la SAARC, a participé à l'élaboration de divers documents avec les États membres entre 1982 et 1985 en vue de l'établissement de l'Association sud-asiatique de coopération régionale qui a été créée en décembre 1985. A présidé le groupe qui a rédigé la Charte de la SAARC.

En tant que Haut Commissaire en Inde, a joué un rôle crucial dans les négociations ayant débouché sur la signature du traité historique entre le Bangladesh et l'Inde concernant le partage des eaux du Gange.

A participé, en tant que membre et dirigeant, à diverses réunions de hauts responsables ainsi qu'à des réunions ministérielles et au sommet de l'OCI.

A également participé, en tant que membre et dirigeant, à de nombreuses réunions officielles, ministérielles et au sommet de la SAARC, de la CESAP, du Commonwealth, du Mouvement des pays non alignés et autres organisations internationales.

A activement participé à un certain nombre de séminaires et ateliers internationaux.

Renseignements personnels

Date de naissance : 27 janvier 1942

Connaissances linguistiques : bengali, anglais, arabe, français, hindi, urdu

Loisirs : tennis, natation, golf

El Hassane Zahid (Maroc)

Ministre plénipotentiaire, Représentant permanent adjoint du Royaume du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies, membre de la Commission de la fonction publique internationale et Président du Comité de l'information de L'ONU pour 1999 et 2000.

Études et formation

Il a fait ses études secondaires au lycée Sidi lahcen lyoussi à Séfrou puis au lycée Moulay Smail à Méknès où il a obtenu en 1970 le baccalauréat en lettres (préformation d'anglais).

De 1970 à 1973, il a fait des études supérieures à l'École nationale d'administration (ENA) de Rabat dont il est sorti diplômé en juillet 1973 (section diplomatique).

De septembre 1980 à décembre 1981, il a suivi les cours proposés dans le cadre du cycle supérieur de l'École nationale d'administration de Rabat. Au cours de cette période, il a effectué de nombreux stages au Maroc et en France, dont un stage au Ministère français des affaires étrangères et un autre à la préfecture de Lille.

Pendant la même période, M. Zahid a suivi au Maroc un cours de gestion et a obtenu le diplôme le sanctionnant en juillet 1981.

En décembre 1981, après avoir soutenu avec succès un mémoire sur la procédure administrative non contentieuse, il a obtenu le diplôme de fin de cycle supérieur de l'ENA.

Il a participé à un certain nombre de séminaires, dont celui organisé par l'ENA sur la formation continue, en avril 1992, celui organisé par l'Organisation des Nations Unies sur la méthodologie du budget de l'ONU et le séminaire organisé par le Gouvernement canadien à Montréal sur l'espace extra-atmosphérique.

Il est titulaire du diplôme d'anglais de l'Organisation des Nations Unies et d'un diplôme d'allemand de l'Institut Goethe de Rabat.

Expérience professionnelle et fonctions exercées

En juillet 1973, il a commencé sa carrière diplomatique au Ministère des affaires étrangères, en qualité de Secrétaire des affaires étrangères, Adjoint du Chef du Service du personnel.

En août 1974, il a été affecté en Allemagne (Düsseldorf) en qualité de Vice-Consul.

En septembre 1979, il est revenu au Ministère des affaires étrangères et s'est vu confier la direction du Service des réfugiés et des apatrides à la Direction des affaires consulaires et sociales.

En janvier 1982, il a été nommé Conseiller des affaires étrangères et affecté à la Direction des affaires économiques multilatérales. Pendant cette période, il a participé à des réunions de la Commission économique pour l'Afrique à Addis-Abeba et à Tanger (MULPOC).

En septembre 1983, il a été affecté à la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies.

En 1993, il a été promu Ministre plénipotentiaire et en 1995, il a été désigné Représentant permanent adjoint.

Depuis son affectation à New York, il a représenté le Maroc au sein de nombreux organes, comités et commissions de l'ONU et assumé d'importantes responsabilités et fonctions au sein des bureaux de ces organes.

- Président du Comité des conférences de l'ONU, de janvier 1996 à décembre 1996;
- Vice-Président du Comité des conférences, en 1993 et en 1995;
- Vice-Président de la Cinquième Commission (administrative et financière) pendant la quarante-septième session de l'Assemblée générale (Cinquième Commission);
- Vice-Président du Comité des programmes et de la coordination de l'ONU, en 1992;
- Rapporteur du Comité des conférences, en 1994.

Il a en outre participé, en tant que membre de la délégation marocaine ou en tant que représentant du Maroc, aux travaux des organes de l'ONU suivants :

- Conseil de sécurité, en 1992 et 1993;
- Première Commission (désarmement et sécurité internationale), de 1986 à 1988;
- Deuxième Commission (questions économiques), en 1983 et 1984;
- Commission politique spéciale (diverses questions politiques), en 1985;
- Quatrième Commission (décolonisation), depuis 1994;
- Cinquième Commission (questions administratives et financières), en 1984 et de 1989 jusqu'à ce jour;
- Conférence internationale sur le désarmement et le développement, en août et septembre 1987;
- Troisième session extraordinaire de l'Assemblée générale sur le désarmement, en mai et juin 1988;
- Commission du désarmement, en mai 1987 et mai 1988;
- Comité des pensions du personnel de l'ONU, de janvier 1995 jusqu'à la fin de 1997 (mandat de trois ans);
- Groupe d'experts sur la capacité de payer des États Membres, en mai 1995;
- Conseil économique et social, mai 1984, juin 1984, février 1985, mai 1985, avril et mai 1986 et février 1987;
- Programme des Nations Unies pour le développement, février 1984, février 1985 et juin 1985;
- Fonds des Nations Unies pour l'enfance, avril 1985;

- Comité de l'information de l'ONU, mars 1985, mai 1994 et 1999;
- Comité du programme et de la coordination de l'ONU, avril 1985, mai et juin 1989, septembre 1990, juin 1991 et mai 1992 (Vice-Président);
- Comité des conférences, Vice-Président en 1993, Rapporteur en 1994, Vice-Président en 1995 et Président en 1996;
- Comité des demandes de réformation de jugements du Tribunal administratif, janvier et septembre 1985;
- Commission des sociétés transnationales : dixième session, avril 1984; onzième session, avril 1986;
- Comité intergouvernemental pour la science et la technique, mai et juin 1994;
- Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, février et juin 1986;
- Réunion ministérielle du Bureau de coordination des pays non alignés sur le désarmement, à la Havane du 26 au 30 mai 1988;
- Réunion des États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale : dixième session en janvier 1986, onzième session en août 1987, douzième session en janvier 1988, treizième session en janvier 1990, quatorzième session en janvier 1992.

Il possède une très bonne connaissance de l'arabe, du français, de l'anglais et une bonne connaissance de l'allemand et de l'espagnol.

M. Zahid El Hassane est né en 1949 à Beniyazgha.
